Réunion sur la sécurité alimentaire dans l'Indianocéanie
Investir dans la production agricole

25-27 mars 2013, Mahajanga, Madagascar

Discours du Secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,

Monsieur le Ministre de l'Agriculture,

Madame la Ministre du Commerce,

Messieurs les Chefs de région,

Mesdames, Messieurs les représentants des organisations internationales,

Messieurs les membres du corps diplomatiques,

Mesdames, Messieurs, les représentants des institutions publiques,

Mesdames, Messieurs, le Officiers permanents de liaison de la Commission de l'océan Indien,

Monsieur le Président de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de Madagascar, et de l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien,

Mesdames, Messieurs, les représentants des associations professionnelles et sectorielles,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

Vous me permettrez de vous dire, peut-être un peu brutalement, pourquoi nous sommes ici ?

Je vous le dis, il s'agit d'empêcher des enfants de mourir. Quand j'aurai terminé ce propos, pendant que vous m'écouterez, 240 enfants de plus dans le monde seront morts de faim. En effet, toutes les cinq secondes, la malnutrition et la sous-alimentation provoquent la mort d'un enfant de moins de dix ans.

A la Commission de l'océan Indien, cette situation nous est intolérable. Elle fait terriblement peur.

La situation n'est peut-être pas aussi dramatique dans l'Indianocéanie. Néanmoins, notre dépendance aux aléas des cours mondiaux des denrées

alimentaires et des hydrocarbures est alarmante. Nous ne sommes absolument pas protégés des risques liés à l'insécurité alimentaire. C'est notre souveraineté alimentaire même qui est en jeu. Cette dépendance, qui enserre nos peuples chaque année un peu plus, est une cause de grande inquiétude.

Selon la définition retenue depuis la Conférence mondiale de l'alimentation de 1996 la sécurité alimentaire est assurée –je cite- «*quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine».* Il y a là quatre éléments fondamentaux : la quantité, la qualité, la variété, et l'accessibilité.

Qu'on se le dise, nos îles du sud-ouest de l'océan Indien vivent dans l'insécurité alimentaire parce que l'essentiel de nos aliments de base est chèrement importé –d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe. Au cours des derniers mois, le prix des denrées de notre quotidien –le riz, les grains, les oignons, le maïs, a déjà considérablement augmenté. En effet, tous nos pays, y compris Madagascar, s'approvisionnent, beaucoup trop, hors du périmètre régional. L'accessibilité, en termes géographique et en termes de prix, est souvent problématique. Quant à la variété, la qualité, et même la quantité, elles ne sont pas toujours disponibles.

Quelle est la tendance : nos populations consomment plus ; les aliments de base coûtent plus chers ; la montée en gamme dans les habitudes de consommation d'une frange de nos peuples gonfle la facture alimentaire de nos Etats et entretient notre dépendance à nos lointains fournisseurs. La preuve en est faite : entre 2006 et 2009, la facture de nos importations alimentaires a augmenté de 20%.

Pourtant, une partie de la solution se trouve ici, à Madagascar.

Mesdames, Messieurs,

Je reviens d'Antananarivo où j'ai redis ma foi dans le potentiel malgache. Cette profession de foi n'est pas le fait d'une bienveillance régionale à cause de la proximité géographique et culturelle. Ce sont les faits, les chiffres, la réalité du potentiel de la Grande Ile qui justifient cette conviction. La Grande Ile concentre 98% de notre surface agricole utile hors sucre. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), elle produit déjà 5 millions de tonnes de riz paddy chaque année, tout en important il est vrai 100 000 tonnes

de riz usiné pour constituer des stocks-tampon et stabiliser les prix. La Grande Ile produit aussi 370 000 tonnes de maïs, 133 000 tonnes de grains secs, et 7 000 tonnes d'oignons. Ces chiffres sont bien en-deçà du potentiel de production.

Cela étant, nous nous entêtons dans une logique d'approvisionnement qui défie le bon sens. Rien que pour le riz usiné, l'Indianocéanie en consomme 2,5 millions de tonnes. Si les conditions étaient réunies, Madagascar couvrirait alors la totalité des besoins régionaux et pourrait même exporter ! Dans un passé pas si lointain, d'ailleurs, la Grand Ile a exporté un riz de qualité, sous le joli nom de « Perle de Madagascar », qui faisait le bonheur des Mauriciens. Ce riz, le kirmina, est produit dans le district de Marovoay (Marovay), c'est-à-dire ici même, dans la région Boeny.

Les raisons de ce manque d'intérêt pour le potentiel malgache sont légitimes et connues : les techniques agricoles n'ont pas évolué, les infrastructures de transport, de stockage et de conservation sont défectueuses, les normes phytosanitaires ne sont pas toujours conformes aux standards internationaux, la traçabilité est aléatoire, les filières de commercialisation sont sous-développées.

Mais ces problèmes sont solubles. Il y a la possibilité, en relativement peu de temps, de soutenir une amélioration de la production agricole, de sa qualité, des filières de commercialisation suivant des normes phytosanitaires reconnues. Pour cela il faut investir, dans les ressources humaines, les infrastructures, l'accompagnement des communautés d'agriculteurs.

Madagascar, par ses atouts naturels, je vous le disais, est une partie de la solution. Nous tous réunis, nous sommes l'autre partie de la solution. C'est donc bien à une réunion de travail que la COI vous a convié. Comme à une réunion d'un conseil d'administration pour étudier un projet d'investissement.

Nous avons identifié trois régionss, celle de Sofia, voisine de celle où nous nous trouvons, celle du Vakinankaratra dans le centre et le Menabe dans l'ouest, pour ce projet concret de production et de commercialisation de produits agricoles pour toute l'Indianocéanie. Et nous avons réuni les partenaires-actionnaires, d'abord les producteurs eux-mêmes, les Malgaches propriétaires des terres qui ont déjà une longue tradition de production agricole ; ensuite, les financiers, les experts.

Prenons-en la mesure : l'importante délégation d'opérateurs de La Réunion, la présence de représentants de trois grands groupes de l'industrie agroalimentaire mauricienne, la participation, active, de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de Madagascar ainsi que de l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien, témoignent de l'intérêt réel des opérateurs pour de ce projet. Les délégations étoffées, et au plus haut niveau des associations intermédiaires et nationales, des Comores, des Seychelles, et de Maurice, démontrent aussi la pertinence d'une approche régionale.

Les synergies que cette réunion doit rendre possible, sont nombreuses et porteuses. La présence du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), dont la deuxième plus grande antenne mondiale se situe à La Réunion, est aussi une chance pour l'Indianocéanie. Avec le soutien d'un tel centre de recherches, avec l'expertise des centres agronomiques malgaches et la contribution de l'Agricultural Research Extension Unit (AREU) de Maurice, nous sommes armés pour relever le défi du développement des filières régionales agroalimentaire avec comme base Madagascar tout en travaillant à la préservation de notre environnement et à la valorisation des terres appartenant aux Malgaches.

Tous ensemble nous aurons l'occasion d'échanger sur les moyens de produire, d'exporter, de contrôler la qualité et les normes phytosanitaires. Nous aurons l'opportunité aussi de nous entretenir avec les représentants des autorités et institutions de Madagascar, que nous remercions pour l'accueil offert et l'intérêt marqué pour ce projet. Un merci particulier au Chef de la région Boeny pour la chaleur de l'accueil, au sens propre et au figuré.

Nous sommes très heureux de la participation des agriculteurs malgaches, ceux qui possèdent et vivent la terre ; ils sont le premier maillon de cette chaîne agroalimentaire régionale. Nous nous réjouissons de leur intérêt et les rassurons quant à leur pleine implication dans ce projet, dans le respect, bien entendu, du droit coutumier foncier des familles rurales.

Nous aurons l'occasion de nous rencontrer dans le cadre d'un système de réunions B2B en marge des sessions. Cette approche innovante, nous l'espérons, vous aidera à saisir la portée de ce projet et plus encore à être les acteurs de sa réalisation.

La modernisation de l'agriculture malgache dépendra, pour beaucoup, de notre capacité à tous à nous entendre et collaborer. En effet, la modernisation indispensable de l'agriculture malgache doit être soutenue par l'accès à des technologies performantes. Pour ce faire, il est essentiel de garantir une certaine stabilité des prix, pour réduire le risque d'un effondrement des prix et faciliter l'accès au crédit. L'implication des opérateurs, au sens large, et des pouvoirs publics, avec le soutien de la COI et de nos partenaires au développement, est donc indispensable. Vous disposez d'un savoir-faire. Il ne reste qu'à le transmettre, le partager.

Mesdames, Messieurs,

Les questions connexes de la sécurité, de la connectivité, de la compétitivité, sont essentielles à la réussite de notre stratégie de sécurité et de souveraineté alimentaire par l'investissement dans l'agriculture.

C'est tout l'intérêt de l'ambitieux projet de cabotage maritime. La création d'une compagnie mixte, impliquant nos Etats et des opérateurs privés, permettra de réduire notre dépendance à l'international, et de réduire l'incidence des coûts de transport sur les prix à la consommation. Déjà, les gouvernements de Maurice et des Seychelles ont signifié formellement leur soutien à ce projet. Nous travaillons activement à sa réalisation.

Nos partenaires, l'Union européenne et l'Agence française de développement, suivent également avec intérêt ces deux projets d'avenir complémentaires. Je leur renouvelle nos remerciements pour leur soutien constant. La Banque africaine de développement et le Fonds international de développement agricole –le FIDA-, déjà très présent à Madagascar, se sont associés à cet évènement régional, nous les en remercions. C'est une preuve de l'importance de cette thématique et de la pertinence de ce projet.

Bien sûr, le retour de Madagascar dans le concert des nations démocratiques et ambitieuses est une condition préalable. Sur ce point, je veux partager avec vous mon optimisme et ma confiance dans le processus de sortie de crise en cours. Les élections présidentielles et législatives qui se tiendront en juillet et septembre de cette année, briseront, je le crois, l'infernal cycle des crises politiques.

Mesdames, Messieurs,

L’heureuse opportunité est celle-là : Madagascar nous offre la possibilité d’assurer notre sécurité et notre souveraineté alimentaire. Elle offre l’opportunité de nourrir nos peuples à des prix abordables, de leur proposer des aliments variés et de qualité, et d’améliorer la compétitivité de nos entreprises, génératrices d’emplois et de revenus ; bref, il nous est donné de créer une région intelligente, compétitive et sereine.

Je vous remercie.